

**RÈGLEMENT NUMÉRO 189-2019**

**CONCERNANT L'OCTROI À CERTAINS OFFICIERS LE DROIT DE VISITE ET  
D'EXAMINER DES IMMEUBLES SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la municipalité a adopté divers règlements applicables à son territoire, notamment les règlements d'urbanisme locaux;

**ATTENDU QUE**, conformément aux dispositions de l'article 492 du Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), la municipalité désire autoriser certains fonctionnaires ou employés à visiter et à examiner les immeubles de son territoire aux fins d'application des règlements municipaux, régionaux et provinciaux;

**ATTENDU QUE** la municipalité désire abroger les règlements antérieurs applicables en ces matières et les remplacer par le présent règlement ;

**ATTENDU QUE** les droits conférés à ces fonctionnaires et employés sont nécessaires à la mise en œuvre desdits règlements;

**ATTENDU QUE** la municipalité a signé une entente intermunicipale avec la MRC de Maria-Chapdelaine afin qu'elle mette à sa disposition une ressource habilitée à émettre les permis de construction et à exercer un contrôle sur le territoire de la municipalité en matière d'urbanisme;

**ATTENDU QU'**un projet de règlement a été déposé à l'attention des membres du présent conseil, de même qu'un avis de motion a régulièrement été donné à la séance ordinaire du 04 octobre 2019 ;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST PROPOSÉ PAR : M. HUGUES GAUDREULT**

**APPUYÉ ET RÉSOLU UNANIMEMENT :**

(résolution no 2019-11-154)

**QUE** le conseil de la municipalité de St-Eugène-d'Argentenay adopte le présent règlement no189-2019 selon ce qui suit :

**SECTION I : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**

**Article 1.1 Préambule et annexe**

Le préambule et l'annexe «A» font partie intégrante du présent règlement. Sous réserve, l'annexe «A» peut être mise à jour par simple résolution du conseil de la municipalité.

**Article 1.2 Titre et numéro du règlement**

Le présent règlement est intitulé « *Règlement no 187-2019 concernant l'octroi à certains officiers le droit de visite et d'examiner des immeubles sur le territoire de la municipalité* ».

**Article 1.3 Objet du règlement**

Le présent règlement a pour objet de désigner les officiers municipaux à l'égard de l'application de la réglementation municipale, régionale et provinciale.

#### **Article 1.4 Territoire d'application**

Le présent règlement no 187-2019 s'applique à l'ensemble du territoire de la municipalité de St-Eugène-d'Argentenay.

#### **Article 1.5 Personnes assujetties**

Le présent règlement s'applique à toute personne physique, toute personne morale de droit public ou de droit privé et à tout particulier.

#### **Article 1.6 Validité du règlement**

Le conseil de la municipalité de St-Eugène-d'Argentenay adopte le présent règlement dans son ensemble, partie par partie. Advenant qu'une partie soit : un paragraphe, un alinéa, un article ou une section soit déclarée nulle, invalide ou sans effet par une instance de justice compétente, toutes les autres parties demeureront valides et continueront de s'appliquer.

De plus, advenant le présent règlement ait été modifié, remplacé ou abrogé, les recours et les poursuites intentées sous son égide continueront leur cours.

#### **Article 1.7 Les autres règlements et lois**

Aucune disposition du présent règlement ne peut avoir pour effet de soustraire toute personne physique, toute personne morale de droit public ou privé d'une loi ou d'un règlement applicables du Québec ou du Canada.

#### **Article 1.8 Interprétation du texte**

Aux fins d'interprétation du présent règlement :

- a) chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa;
- b) chaque fois que le contexte l'exige tout mot écrit en genre masculin comprend aussi le genre féminin et vice versa;
- c) l'usage du mot «doit» se réfère à une obligation absolue alors l'usage du mot «peut» signifie un sens facultatif. Toutefois, l'expression «ne peut» évoque une restriction absolue, signifie donc «ne doit»;
- d) avec l'emploi du mot «doit» ou «sera», l'obligation est absolue;
- e) l'emploi de verbes au temps présent inclut le temps futur ;
- f) le mot «quiconque» désigne toute personne physique et toute personne morale;
- g) le mot «municipalité» désigne la municipalité de St-Eugène-d'Argentenay;
- h) le mot «conseil» désigne le conseil de la municipalité de St-Eugène-d'Argentenay;
- i) tous les autres termes et vocables utilisés conservent leur sens usuel à moins d'une terminologie établie.

### **SECTION II : DROITS DE VISITE ET D'EXAMEN DES IMMEUBLES**

#### **Article 2.1 Visite et examen**

Aux fins d'application des règlements, les fonctionnaires et employés, désignés comme des «inspecteurs», sont autorisés à visiter et à examiner, entre 7h et 19h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si ces règlements pour lesquels la municipalité a compétence y sont exécutés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la municipalité du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission, qui lui est conféré par une loi ou un règlement.

## **Article 2.2 Accès aux immeubles**

Sans être exhaustif, les propriétaires ou occupants doivent permettre l'accès aux officiers ou aux fonctionnaires désignés à tout immeuble incluant : maison, bâtiment ou édifice, sites d'exploitation de sable et de gravier, propriété visée par l'entretien et d'aménagement de cours d'eau, site d'aménagement forestier, de coupe d'arbres, lieux donnant accès aux voies publiques ou aux sentiers récréatifs.

Les propriétaires ou occupants doivent répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'application des règlements.

## **Article 2.3 Liste des officiers et fonction à la municipalité**

La liste d'officiers ainsi que leurs fonctions sont ceux inscrits à l'annexe A du présent règlement.

## **Article 2.4 Mise à jour de la liste des officiers/fonctionnaires désignés (annexe A)**

Lorsque requis, la liste des fonctionnaires désignés en annexe «A» peut faire l'objet d'ajout ou de retrait de noms d'un inspecteur par simple résolution du conseil de la municipalité.

## **Article 2.5 Entente de services d'inspection municipale**

Dans le cadre d'une entente de services d'inspection avec la MRC de Maria-Chapdelaine, la municipalité désigne des fonctionnaires à ces fins. Aux fins d'application du présent règlement, ils sont habilités à visiter et examiner les immeubles conformément à l'article 2.1 de la présente section.

## **Article 2.6 Identification des officiers/fonctionnaires désignés**

Tout officier ou fonctionnaire désigné doit être muni d'une carte d'identité sur laquelle apparaît sa photographie, délivrée et/ou certifiée par le secrétaire-trésorier de la municipalité et il doit l'exhiber sur demande.

## **Article 2.7 Recours à d'autres professionnels aux fins de visite et d'examen**

L'inspecteur et/ou fonctionnaire désigné peut, aux fins mentionnées aux articles précédents et aux frais des requérants, être assisté d'un ou des professionnel(s).

## **SECTION III : DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 3.1. Contrevenant aux règlements**

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 300 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 600\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimale de 600 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 1 200 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000\$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais

dans les délais, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent règlement.

### **Article 3.2 Règlement abrogé**

Les règlements antérieurs visant les mêmes objets sont abrogés à toute fin que de droit.

### **Article 3.3 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.



MICHEL VILLENEUVE, MAIRE



KARINE OUELLET, DIRECTRICE GENERALE / SECRETAIRE-TRESORIERE

- Avis de motion :04 octobre 2019
- Dépôt du projet de règlement :04 octobre 2019
- Adoption du règlement :08 novembre 2019
- Publié le :15 novembre 2019

### **ANNEXE A : Liste des officiers/fonctionnaires désignés de la municipalité**

<b>Nom du/des fonctionnaire (s) désigné (s)</b>	<b>Fonction</b>
M. Alain Mailloux	Inspecteur
M. Pier-Paul Lemay	Tech. amén. du territoire / inspecteur régional - travaux publics de la MRC (substitut)
M. Marc-Eddy Jonathas	Conseiller en aménagement du territoire / Urbanisme de la MRC (substitut)